

# Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

Code géographique : 20005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Langlois, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date 2015-03-17 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

\_\_\_\_\_  
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2015-03-17

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	613 763	627 652			627 652	616 840
Compensations tenant lieu de taxes	2	85	6 295			6 295	5 852
Quotes-parts	3						
Transferts	4		49 306			49 306	132 621
Services rendus	5	250	13 734			13 734	54 153
Imposition de droits	6	12 300	41 411			41 411	57 222
Amendes et pénalités	7	1 750	1 207			1 207	2 094
Intérêts	8	3 000	4 499			4 499	5 570
Autres revenus	9	14 565	(2 117)			(2 117)	1 804
	10	645 713	741 987			741 987	876 156
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		375 616			375 616	148 764
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		60 232			60 232	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		435 848			435 848	148 764
	18	645 713	1 177 835			1 177 835	1 024 920
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	381 911	347 434	4 356		351 790	354 640
Sécurité publique	20	181 762	173 407	3 145		176 552	176 193
Transport	21	64 375	53 233	9 972		63 205	111 070
Hygiène du milieu	22	84 776	84 016	47 518		131 534	133 074
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	9 529	9 725			9 725	11 876
Loisirs et culture	25	24 620	23 179	17 798		40 977	27 314
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	9 780	45 472			45 472	39 898
Amortissement des immobilisations	28	84 147	82 789	(82 789)			
	29	840 900	819 255			819 255	854 065
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(195 187)	358 580			358 580	170 855

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(195 187)	358 580	170 855
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	435 848 ) (	148 764 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(195 187)	(77 268)	22 091
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	84 147	82 789	68 504
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6		13 715	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	84 147	96 504	68 504
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	3 400 ) (	4 095 )
	18		(3 400)	(4 095)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	16 334 ) (	4 506 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	111 040	111 040	41 403
Réserves financières et fonds réservés	22		(8 893)	(9 110)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	111 040	85 813	27 787
	26	195 187	178 917	92 196
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		101 649	114 287

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	435 848	148 764
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2 (	) ( 598 ) (	) ( 13 410 )
Sécurité publique	3 (	) (	) (
Transport	4 (	) ( 149 866 ) (	) ( 61 620 )
Hygiène du milieu	5 (	) ( 6 768 ) (	) ( 85 102 )
Santé et bien-être	6 (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (
Loisirs et culture	8 (	) ( 71 100 ) (	) ( 137 720 )
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (
	10 (	) ( 228 332 ) (	) ( 297 852 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11 (	) (	) (
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>			
Émission ou acquisition	12 (	) (	) (
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 950	
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	16 334	4 506
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		2 234
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	(5 433)	
	18	10 901	6 740
	19	(212 481)	(291 112)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	223 367	(142 348)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	135 890	126 013	126 019
<b>Charges sociales</b>	2	23 535	20 955	21 158
<b>Biens et services</b>	3	222 447	394 092	432 747
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4		6 811	1 995
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		38 661	37 903
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	9 780		
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	365 101	149 934	165 739
Autres	10			
Autres organismes	11			
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	84 147	82 789	68 504
<b>Autres</b>				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	840 900	819 255	854 065

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	613 763	627 652	616 840
Compensations tenant lieu de taxes	2	85	6 295	5 852
Quotes-parts	3			
Transferts	4		424 922	281 385
Services rendus	5	250	13 734	54 153
Imposition de droits	6	12 300	41 411	57 222
Amendes et pénalités	7	1 750	1 207	2 094
Intérêts	8	3 000	4 499	5 570
Autres revenus	9	14 565	58 115	1 804
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	645 713	1 177 835	1 024 920
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	386 267	351 790	354 640
Sécurité publique	13	184 907	176 552	176 193
Transport	14	74 906	63 205	111 070
Hygiène du milieu	15	132 294	131 534	133 074
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	9 529	9 725	11 876
Loisirs et culture	18	43 217	40 977	27 314
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	9 780	45 472	39 898
	21	840 900	819 255	854 065
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(195 187)	358 580	170 855
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 700 135	2 529 280
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 700 135	2 529 280
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		3 058 715	2 700 135

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(195 187)	358 580	170 855
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	228 332 ) (	297 852 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4	84 147	82 789	68 504
(Gain) perte sur cession	5		13 715	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	84 147	(131 828)	(229 348)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	(111 040)	226 752	(58 493)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(111 040)	226 752	(58 493)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		54 525	113 018
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		54 525	113 018
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		281 277	54 525

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 40 473	76 047
Placements temporaires	2 174 330	88 391
Débiteurs (note 5)	3 1 517 774	1 397 552
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 732 577	1 561 990
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 9 137	150 645
Revenus reportés (note 12)	13 23 163	115 320
Dette à long terme (note 13)	14 1 419 000	1 241 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 1 451 300	1 507 465
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 281 277	54 525
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 2 777 438	2 645 610
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 17)	21	
	22 2 777 438	2 645 610
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 3 058 715	2 700 135

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	358 580	170 855
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	82 789	68 504
Autres			
- Perte sur cession	3	13 715	
-	4		
	5	455 084	239 359
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(120 222)	46 640
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(141 508)	55 532
Revenus reportés	9	(92 157)	85 306
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	101 197	426 837
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 228 332 )	( 297 852 )
Produit de cession	16		
	17	(228 332)	(297 852)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	228 800	
Remboursement de la dette à long terme	24	( 51 300 )	( 49 700 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		(68 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	177 500	(117 700)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	50 365	11 285
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	164 438	153 153
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	214 803	164 438

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Municipalité est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au « Manuel de la présentation de l'information financière municipale » publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariat**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**C) Actifs financiers**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à couvrir les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

S.O.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Infrastructures	2,5 % et 5 %
Bâtiment	2,5 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % et 20 %
Machinerie et équipements	5 %

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses afférentes. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour contestation d'évaluation, la provision pour mauvaises créances, la provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 084	
Placements temporaires	103 053	75 243
Placements à long terme		
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	28 313	12 022
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 480 774	1 360 240
Gouvernement du Canada et ses entreprises		
Organismes municipaux		
Autres		
- Taxes à la consommation	8 687	14 663
- Droits de mutation et intérêts		10 627
	1 517 774	1 397 552
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 334 750	1 158 800
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	1 334 750	1 158 800
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation		
Prêts à un fonds d'investissement		
Autres		
-		
-		
<b>Note</b>		
<b>7. Placements à long terme</b>		
Placements à titre d'investissement		
Autres placements		
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ( _____ )	( _____ )
	27	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 4 044	3 958
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 1 600	1 584
	33 5 644	5 542

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>		
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37 7 052	45 119
Salaires et avantages sociaux	38 2 085	1 846
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
-	42	
- Retenue à payer	43	103 680
-	44	
-	45	
-	46	
	47 9 137	150 645

**Note**

<b>12. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49 18 681	115 320
Autres		
- Pacte rural	50 4 482	
-	51	
	52 23 163	115 320

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,09	2031	2034	53	1 419 000	1 241 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 419 000	1 241 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	1 419 000	1 241 500

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2014</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2015	64	72	61 700	80	89	97	61 700
2016	65	73	63 500	81	90	98	63 500
2017	66	74	1 091 200	82	91	99	1 091 200
2018	67	75	9 300	83	92	100	9 300
2019	68	76	193 300	84	93	101	193 300
2020 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	1 419 000	86	95	103	1 419 000
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	1 419 000	88	96	105	1 419 000

**Note**

	2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	281 277
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	281 277
	281 277	54 525

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111	1 977 022	139		166		193	1 977 022
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	452 951	140	145 373	167	(37 991)	194	636 315
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	375 819	143		170	31 950	197	343 869
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117		145		172		199	
Ameublement et équipement de bureau	118	51 157	146	598	173		200	51 755
Machinerie, outillage et équipement divers	119	44 472	147	47 766	174	11 170	201	81 068
Terrains	120	34 454	148		175		202	34 454
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>2 935 875</u>	150	<u>193 737</u>	177	<u>5 129</u>	204	<u>3 124 483</u>
Immobilisations en cours	123	<u>37 991</u>	151	<u>34 595</u>	178	<u>37 991</u>	205	<u>34 595</u>
	124	<u>2 973 866</u>	152	<u>228 332</u>	179	<u>43 120</u>	206	<u>3 159 078</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126	136 525	154	47 518	181		208	184 043
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	83 884	155	13 739	182		209	97 623
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	46 639	158	15 163	185	23 171	212	38 631
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132		160		187		214	
Ameublement et équipement de bureau	133	35 154	161	3 266	188		215	38 420
Machinerie, outillage et équipement divers	134	26 054	162	3 103	189	6 234	216	22 923
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>328 256</u>	164	<u>82 789</u>	191	<u>29 405</u>	218	<u>381 640</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>2 645 610</u>					219	<u>2 777 438</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	
Frais reportés		
-	237	
-	238	
	239	

**Note****18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par bail jusqu'en 2015 pour la location d'un photocopieur. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2014 s'établit à 617 \$.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

La Municipalité est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, des obligations de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, ainsi que des obligations de la Communauté

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

métropolitaine de Québec avec les autres municipalités membres de la Communauté métropolitaine de Québec.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale le 9 décembre 2013.

**22. Instruments financiers**

S.O.

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014		2013
Encaisse	240	40 473		76 047
Découvert bancaire	241	( )	( )	
Placements temporaires	242	174 330		88 391
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	( )	( )	
-	248	( )	( )	
-	249	( )	( )	
-	250	( )	( )	
-	251	( )	( )	
-	252	( )	( )	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>253</b>	<b>214 803</b>		<b>164 438</b>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 124 281	161 184
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 241 246	199 408
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( ) ( )	( )
Financement des investissements en cours	4	(223 367)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 2 693 188	2 562 910
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 3 058 715	2 700 135
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Équilibre budgétaire	8 111 040	111 040
- Fonds réservé égout	9 20 637	13 125
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 131 677	124 165
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 102 161	75 180
Fonds parcs et terrains de jeux	29 1 975	63
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 5 433	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 109 569	75 243
	39 241 246	199 408

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )		
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )		
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )		
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )		
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )		
Autres	45 ( ) ( )		
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )		
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )		
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )		
Autres			
-	51 ( ) ( )		
-	52 ( ) ( )		
	53 ( ) ( )		
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )		
Autre financement	55 ( ) ( )		
	56 ( ) ( )		
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	57		
Investissements à financer	58 ( ) ( )	223 367 )	
	59	(223 367)	
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	60	2 777 438	2 645 610
Propriétés destinées à la revente	61		
Prêts	62		
Placements à titre d'investissement	63		
Participations dans des entreprises municipales	64		
	65	2 777 438	2 645 610
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	66	1 419 000	1 241 500
Frais reportés liés à la dette à long terme	67		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( )	1 334 750 ) ( )	1 158 800 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( )		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( )		
	71	84 250	82 700
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72		
	73	84 250	82 700
	74	2 693 188	2 562 910

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( _____ )	( _____ )
Charge de l'exercice	58 ( _____ )	( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( _____ )	( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( _____ )	( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( _____ )	( _____ )



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés de la Municipalité participent à un régime à cotisations déterminées avec les employés de la Municipalité régionale de comté et des autres municipalités locales participantes de l'Île d'Orléans. Ce régime de retraite est un régime entièrement capitalisé et non assuré.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 <u>4 044</u>	<u>3 958</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	1	1

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	474	469
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	1 600	1 584
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	1 600	1 584
	1 600	1 584

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	1 419 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 334 750
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	84 250
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>		
Endettement net à long terme	16	84 250
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	873
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	85 123
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	85 123
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

---

# RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	529 348	534 111	500 884
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 545		
Activités de fonctionnement	3	2 400		
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	6 180		
Activités de fonctionnement	6	9 600		
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	549 073	534 111	500 884
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	10 980	11 189	49 752
Matières résiduelles	13	45 250	45 523	53 930
Autres				
-	14	6 000		1 090
-Roulottes	15	960	960	960
-Vidanges fosses individuelles	16		24 497	
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 749	2 471
Service de la dette	18		8 623	7 753
Activités de fonctionnement	19	1 500		
Activités d'investissement	20			
	21	64 690	93 541	115 956
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	64 690	93 541	115 956
	26	613 763	627 652	616 840

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40		
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	85	198
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	85	198
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	6 097	5 763
	50	6 097	5 763
	51	85	6 295
		6 295	5 852

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	10 547	
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	38 661	36 521
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	49 208	36 521

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	145 373	110 820
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	223 850	(81 172)
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125	6 393	119 116
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	375 616	148 764



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137	98	96 100
	138	98	96 100
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>139</b>	<b>424 922</b>	<b>281 385</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	250	363	11 344
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			36 298
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		565	4 976
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193		12 806	1 535
Réseau d'électricité	194			
	195	250	13 734	54 153
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	250	13 734	54 153
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	2 300	2 540	2 805
Droits de mutation immobilière	198	10 000	38 871	54 402
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			15
	201	12 300	41 411	57 222
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	1 750	1 207	2 094
<b>INTÉRÊTS</b>	203	3 000	4 499	5 570
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(13 715)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		5 596	
Autres contributions	210		54 636	
Autres	211	14 565	11 598	1 804
	212	14 565	58 115	1 804

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	48 767	43 661			43 661	38 920
Application de la loi	2	83 390					79 382
Gestion financière et administrative	3	122 687	128 374	4 356		132 730	124 369
Greffe	4	1 500	424			424	8 252
Évaluation	5	45 100	21 090			21 090	25 372
Gestion du personnel	6						
Autres	7	80 467	153 885			153 885	78 345
	8	381 911	347 434	4 356		351 790	354 640
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	116 107	115 810			115 810	110 314
Sécurité incendie	10	64 705	54 698	2 551		57 249	62 664
Sécurité civile	11	450	2 899	594		3 493	3 215
Autres	12	500					
	13	181 762	173 407	3 145		176 552	176 193
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	9 000	4 260	8 761		13 021	49 634
Enlèvement de la neige	15	35 375	35 411			35 411	37 158
Éclairage des rues	16	17 000	10 500	1 211		11 711	20 891
Circulation et stationnement	17	500	822			822	1 207
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 500	2 240			2 240	2 180
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	64 375	53 233	9 972		63 205	111 070

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	31 500	36 993		36 993	31 860
Réseaux d'égout	26	7 926	1 664	47 518	49 182	47 446
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	45 250	45 250		45 250	53 550
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	100	109		109	218
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	84 776	84 016	47 518	131 534	133 074
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45					3 090
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	4 075	4 271		4 271	4 324
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	5 454	5 454		5 454	4 462
Autres	50					
Autres	51					
	52	9 529	9 725		9 725	11 876

**ANALYSE DES CHARGES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>					
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 250	3 881	2 427	6 308
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	6 500	7 662	1 298	8 960
Parcs régionaux	57	8 620	7 391	14 073	21 464
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	19 370	18 934	17 798	36 732
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	5 250	4 245		4 245
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	5 250	4 245		4 245
	67	24 620	23 179	17 798	40 977
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dettes à long terme					
Intérêts	69		41 296		41 296
Autres frais	70		4 176		4 176
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	9 780			
	73	9 780	45 472		45 472
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					
	74	84 147	82 789	( 82 789 )	

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans. Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) [les exigences légales].

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2015-03-17

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		627 652
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
<b>Revenus de taxes</b>	11		627 652

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	627 652
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>627 652</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 749	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>2 749</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>624 903</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>121 709 330</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>122 600 120</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>122 154 725</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>624 903</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>122 154 725</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	[ ] [ ] , [ 5   1   1   6 ] / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		85 103
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	145 373	61 620
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 978	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	29 617	2 591
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		144 171
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	598	4 367
Machinerie, outillage et équipement divers	19	47 766	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	228 332	297 852

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		85 103
Autres infrastructures	27	179 968	64 211
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	48 364	148 538
	34	228 332	297 852

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 241 500	228 800	51 300	1 419 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 241 500	228 800	51 300	1 419 000
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	66 160	3 956	2 717	67 399
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	16 540	994	683	16 851
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	82 700	4 950	3 400	84 250
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 158 800	223 850	47 900	1 334 750
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 158 800	223 850	47 900	1 334 750
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 158 800	223 850	47 900	1 334 750
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 158 800	223 850	47 900	1 334 750
	26	1 241 500	228 800	51 300	1 419 000
<b>Dettes en cours de refinancement</b>					
	27	( )		( )	
	28	1 241 500	228 800	51 300	1 419 000



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1	82 890		
Évaluation	2	45 000	20 986	25 255
Autres	3		78 244	79 382
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	116 107		
Sécurité incendie	5	62 500		
Sécurité civile	6	150		
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 500		
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	45 250	45 250	53 550
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			3 090
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	5 454	5 454	4 462
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	5 250		
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	365 101	149 934	165 739

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	0,50	12,00	***	***	***
Cols bleus	4	1,50	35,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	3,00		***	***	***
Élus	9	7,00		33 601	3 047	36 648
	10	10,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	38 661	223 850		262 511
Autres	16	10 645	151 766		162 411
	17	49 306	375 616		424 922

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	21 090	28		54	21 090	80		106	21 090	132
Autres	3	326 344	29	4 356	55	330 700	81	363	107	330 337	133
	4	347 434	30	4 356	56	351 790	82	363	108	351 427	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	115 810	31		57	115 810	83		109	115 810	135
Sécurité incendie	6	54 698	32	2 551	58	57 249	84		110	57 249	136
Sécurité civile	7	2 899	33	594	59	3 493	85		111	3 493	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	173 407	35	3 145	61	176 552	87		113	176 552	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	4 260	36	8 761	62	13 021	88	565	114	12 456	140
Enlèvement de la neige	11	35 411	37		63	35 411	89		115	35 411	141
Autres	12	11 322	38	1 211	64	12 533	90		116	12 533	142
Transport collectif	13	2 240	39		65	2 240	91		117	2 240	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	53 233	41	9 972	67	63 205	93	565	119	62 640	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18	36 993	44		70	36 993	96		122	36 993	148
Réseaux d'égout	19	1 664	45	47 518	71	49 182	97		123	49 182	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	45 250	46		72	45 250	98		124	45 250	150
Matières recyclables	21	109	47		73	109	99		125	109	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	84 016	52	47 518	78	131 534	104		130	131 534	156
											45 472

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172		187		202		217	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218	233	
Autres	159		174		189		204		219	234	
	160		175		190		205		220	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161		176		191		206		221	236	
Rénovation urbaine	162	4 271	177		192	4 271	207		222	4 271	
Promotion et développement économique	163	5 454	178		193	5 454	208		223	5 454	
Autres	164		179		194		209		224	239	
	165	9 725	180		195	9 725	210		225	9 725	
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	18 934	181	17 798	196	36 732	211	12 806	226	23 926	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	4 245	182		197	4 245	212		227	4 245	
Autres	168		183		198		213		228	243	
	169	23 179	184	17 798	199	40 977	214	12 806	229	28 171	
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230	245	
	171	690 994	186	82 789	201	773 783	216	13 734	231	760 049	45 472

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	228 332	297 852
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	228 332	297 852

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	161 184	173 296
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	161 184	173 296
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	101 649	114 287
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(2 234)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(118 552)	(124 165)
Réserves financières et fonds réservés	8	(20 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(36 903)	(12 112)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	124 281	161 184
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	124 165	41 403
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	124 165	41 403
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(111 040)	(41 403)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	118 552	124 165
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	7 512	82 762
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	131 677	124 165
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	75 243	66 133
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	75 243	66 133
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	8 893	9 110
Activités d'investissement	27	5 433	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	20 000	
Financement des investissements en cours	29		
	30	34 326	9 110
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	109 569	75 243

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ( )	( )
Utilisation du fonds général	40 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ( )	( )
Autre financement	46 ( )	( )
	47 ( )	( )
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	52 (223 367)	(81 019)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (223 367)	(81 019)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 223 367	(142 348)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 223 367	(142 348)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(223 367)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	61 2 562 910	2 329 467
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 2 562 910	2 329 467
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 130 278	233 443
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67 2 693 188	2 562 910

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>130 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>014-082</u>	20 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>150 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>150 000</u>



**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre		
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	2	3	4	5 433	5	6	7	5 433
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14		
	15	16	17	18	5 433	19	20	21	5 433

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	0   ,   4   3   8   4   \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	5	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0   ,   0   0   1   3   \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	12	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	0   ,   0   0   2   0   \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	19	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,           \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	26	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	,           \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] 9 7 , [ ] 3 [ ] 1	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Réseau d'égoût construction (Secteur)	193,2000	4	Secteur village
Traitement d'eaux usées (Secteur)	369,3000	4	Secteur village
Traitement d'eaux usées (Général)	30,0000	4	Hors secteur village
Ordures camping	1 672,0000	4	
Ordures ébénisterie	184,0000	4	
Ordures fermes	110,0000	4	
Ordures garage	261,0000	4	
Ordures comptoir alimentaire	184,0000	4	
Ordures restaurant	334,0000	4	
Ordures roulottes	100,0000	4	
Ordures épicerie	466,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	48 978 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	500	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 337, chemin Royal  
(no) (rue)  
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans  
(Municipalité) G0A 3S0  
(Code postal)

Téléphone (418) 829-3100  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@msfio.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Marci Langlois

Téléphone (418) 829-3100  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel m.langlois@msfio.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 200-3075, chemin des Quatre-Bourgeois  
(no) (rue)  
Québec  
(Municipalité) G1W 5C4  
(Code postal)

Téléphone (418) 653-4431  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 656-0800  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel alain.martineau@mallette.ca

Responsable du dossier Alain Martineau, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) \_\_\_\_\_ (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Marco Langlois , atteste que le rapport financier de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-François-de-l'Île-d'Orléans consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-François-de-l'Île-d'Orléans détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 358 580 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,5116 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-03-18 14:09:50

Date de transmission au Ministère : 2015/04/20

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.*

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	645 713	741 987	876 156
Investissement	2		435 848	148 764
	3	645 713	1 177 835	1 024 920
<b>Charges</b>				
	4	840 900	819 255	854 065
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>				
	5	(195 187)	358 580	170 855
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	435 848 ) (	148 764 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	(195 187)	(77 268)	22 091
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	84 147	82 789	68 504
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	) (	3 400 ) (	4 095 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	16 334 ) (	4 506 )
Excédent (déficit) accumulé	12	111 040	102 147	32 293
Autres éléments de conciliation	13		13 715	
	14	195 187	178 917	92 196
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		101 649	114 287

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Actifs financiers</b>			
Débiteurs	1	1 517 774	1 397 552
Autres	2	214 803	164 438
	3	1 732 577	1 561 990
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	4	1 419 000	1 241 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	32 300	265 965
	7	1 451 300	1 507 465
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	281 277	54 525
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	9	2 777 438	2 645 610
Autres	10		
	11	2 777 438	2 645 610
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	12	3 058 715	2 700 135

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	124 281	161 184
Excédent de fonctionnement affecté			
- Équilibre budgétaire	14	111 040	111 040
- Fonds réservé égout	15	20 637	13 125
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	131 677	124 165
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	109 569	75 243
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	)	(
Financement des investissements en cours	27		(223 367)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	2 693 188	2 562 910
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	3 058 715	2 700 135

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>		<b>2013</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	613 763	627 652	616 840
Compensations tenant lieu de taxes	2	85	6 295	5 852
Quotes-parts	3			
Transferts	4		49 306	132 621
Services rendus	5	250	13 734	54 153
Autres	6	31 615	45 000	66 690
	7	645 713	741 987	876 156
<b>Investissement</b>				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		375 616	148 764
Autres	11		60 232	
	12		435 848	148 764
	13	645 713	1 177 835	1 024 920

*Extrait du rapport financier, page S14*

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	45 100	21 090		25 372
Autres	2	336 811	326 344	4 356	329 268
Sécurité publique					
Police	3	116 107	115 810		110 314
Sécurité incendie	4	64 705	54 698	2 551	62 664
Autres	5	950	2 899	594	3 215
Transport					
Réseau routier	6	61 875	50 993	9 972	108 890
Transport collectif	7	2 500	2 240		2 180
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	39 426	38 657	47 518	79 306
Matières résiduelles	10	45 350	45 359		53 768
Autres	11				
Santé et bien-être	12				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13				3 090
Promotion et développement économique	14	5 454	5 454		4 462
Autres	15	4 075	4 271		4 324
Loisirs et culture	16	24 620	23 179	17 798	27 314
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	9 780	45 472		39 898
Amortissement des immobilisations	19	84 147	82 789	( 82 789 )	
	20	840 900	819 255		854 065

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3